

cabinet dont il fait partie, le ministre est le seul à croire fermement à la nécessité d'agir dans ce sens. Qu'est-ce que nous accomplissons? Nous faisons d'édifiantes déclarations, mais nous n'y joignons pas une action efficace par les crédits qui sont présentés au Parlement à ce propos. Je ne crois pas aux promesses extravagantes. Les honorables amis qui siègent à ma gauche parlent d'un milliard de dollars. Pour ma part, je crois que cette somme est aussi peu conforme à la réalité que la contribution actuelle du Canada est conforme à ses responsabilités.

Le ministre a parlé, dans des expressions fortes des énormes avantages de tels mouvements. Malgré cela, le Gouvernement du Canada se propose d'accroître cette année la contribution de chaque Canadien, de 15 cents par personne. Voilà l'exemple de l'action qui ne se conforme pas au précepte. La contribution totale du Canada à l'égard des progrès et améliorations techniques dans les pays moins favorisés s'établira cette année à \$2.06 par personne. Je me demande parfois si le ministre a été influencé par un discours prononcé il y a quelques mois à peine par son collègue de l'Agriculture (M. Gardiner). Le ministre de l'Agriculture avait déclaré alors que la situation en Asie n'est pas vraiment aussi grave qu'on le dit puisqu'il y a dans l'Inde environ cent millions de personnes dont le niveau d'existence est plus élevé que celui des Canadiens. Cela ne concorde pas avec ce qu'a déclaré à la Chambre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1950. A cette occasion, ainsi qu'en fait foi la page 135 du *hansard* du 22 février 1950, il a insisté, dans les termes suivants, sur la nécessité d'aider les pays asiatiques par des plans analogues à celui de Colombo:

Du point de vue social et économique, le péril vient de ce que ces populations...

Il parle de l'Asie.

...ont appris que l'indépendance ne suffit pas.

Aujourd'hui, il reprend à peu près les mêmes mots mais il les applique de façon différente à la situation actuelle.

La lutte pour la liberté a éveillé en elles d'autres désirs. Elles veulent désormais voir s'améliorer leur niveau de vie, voir disparaître la misère, les privations, la famine même, voir la durée moyenne d'une existence humaine dépasser vingt ans, et leur revenu annuel moyen dépasser cinquante dollars. Ces nouveaux gouvernements démocratiques, — nous en avons visité plusieurs, — cherchent à satisfaire ces nouvelles aspirations, ces nouveaux espoirs, ces nouvelles exigences. S'ils n'y réussissent pas, ils compromettent la sécurité non seulement de leur pays mais de l'univers. Cependant, ils font face à des dangers en gouvernements démocratiques, libres et responsables, étape par étape, sans détruire les cadres de la société ou du gouvernement en cours de route.

[M. Diefenbaker.]

Bien que les déclarations du ministre soient rayonnantes d'idéalisme, il devrait s'efforcer de changer la mentalité de certains membres du cabinet qui siègent autour de lui afin que cet idéal puisse effectivement se traduire en actes. Personne ne fera croire à un Canadien sérieux que notre pays, à l'heure actuelle, apporte à cet égard une contribution qui répond aux exigences du moment.

Cela dit, je passe à un événement qui aura lieu d'ici quelques mois, la réunion, à San Francisco, des Nations Unies. Cet après-midi, je parlerai de la situation du Canada à trois points de vue. Je parlerai d'abord de la situation du Canada au sein des Nations Unies, ensuite, de sa situation au sein du Commonwealth, — j'espère que le premier ministre (M. St-Laurent) m'écouterà, et je dresserai au Parlement un tableau moins vague et moins nébuleux que celui que le premier ministre nous a exposé il y a quelques semaines. Enfin, je parlerai de notre situation vis-à-vis des États-Unis d'Amérique et de la nécessité de maintenir la collaboration entre les deux pays, à cause de notre situation géographique.

Je demande d'abord au ministre quelles propositions la Canada a formulées en vue de modifier la Charte? Je me rends compte des difficultés. Je sais qu'elles sont peut-être insurmontables. Au cours des années, les Nations Unies ont dû accepter 61 vetos, ce qu'on n'avait pas prévu à San Francisco, le ministre, de même que le premier ministre quand il est revenu de la métropole, ont donné à entendre que certains de ces problèmes pourraient peut-être être résolus par la diplomatie secrète, par des réunions hors des cadres des Nations Unies et par l'examen de ces problèmes hors des Nations Unies plutôt que par l'entremise de cet organisme qui a été établi en vue du règlement de ces problèmes.

Nombreux sont aujourd'hui ceux qui prétendent que l'ONU n'est plus qu'une parlotte. Je ne suis pas de cet avis. Cependant, j'estime que la pratique de la diplomatie secrète a pour effet de diminuer l'autorité et le prestige des Nations Unies. Je pense que la ligne de conduite du Canada à ce chapitre mérite des éloges. Alors que les autres pays négligent de plus en plus l'ONU, en s'y faisant représenter par des personnes qui ne font pas partie du ministère, le Canada continue à y être représenté par deux membres de son gouvernement. Une telle ligne de conduite est digne des aspirations des Nations Unies et elle devrait être suivie par les autres États membres de cette organisation.

Quand le ministre nous a donné, aujourd'hui, un aperçu du problème de Formose, je